

## RDC

### Sécurité, Armée...

#### - Kivu

#### (RDC\_1) Radio Okapi – 19/1

Des hommes armés ont attaqué samedi 19 janvier dans la matinée un canot rapide de transport en commun Kivu King connu sous l'appellation de bateau Ihusi sur le lac Kivu aux environs de Kabare au Sud-Kivu. Selon le responsable de ce navire, il y avait cinquante-sept passagers à bord en provenance de Goma à destination de Bukavu.

Une victime a témoigné que parmi les passagers il y avait quatre pirates qui sont montés à bord du canot rapide depuis Goma avec leurs armes. Arrivé sur le large de Birava en territoire de Kabare vers Ibinja Nord à 30 minutes de Bukavu, ils ont maîtrisé les autres passagers en tirant en l'air. Dans la panique, ils ont ordonné au capitaine d'arrêter le navire et aux passagers d'éteindre les téléphones. Ils ont par la suite fouillé tous les passagers en demandant s'il y avait à bord un agent de la Banque internationale pour l'Afrique au Congo (BIAC). N'ayant pas trouvé l'agent recherché, ils ont extorqué tous les biens des passagers, ajoute la même source. Quinze minutes après, une barque motorisée est apparue pour récupérer les pirates à bord du bateau Ihusi. Cette dernière a pris la direction du Rwanda, a poursuivi la victime.

Le ministre provincial du transport indique que les enquêtes sont diligentées pour identifier les pirates. Il a précisé que des dispositions seront mises sur pied pour éviter l'insécurité sur le lac Kivu.

Pour sa part, l'Association des armateurs sur le lac Kivu (Asalac) a affirmé que c'est la première fois qu'un navire était attaqué et demande aux autorités de prendre toutes les dispositions possibles pour y mettre fin.

#### (RDC\_2) AFP – 21/1

Le Mouvement du 23 mars (M23) est accusé par des ONG locales d'étendre son emprise dans sa zone, malgré l'arrêt des combats avec l'armée et la tenue de pourparlers de sortie de crise actuellement à Kampala. Le mouvement contrôle une partie du territoire de Rutshuru, un territoire de la province riche et instable du Nord-Kivu adossé au Rwanda et à l'Ouganda voisins - deux pays accusés par l'ONU de soutenir le M23, ce qu'ils démentent. Désormais, les rebelles y perçoivent des taxes et, selon de récentes accusations de la société civile, ils nomment des chefs pro-M23 à la place des chefs traditionnels légaux - qui ont pour certains fui avec l'arrivée des rebelles.

Étienne Kambale, de la fédération d'ONG Société civile du Nord-Kivu, accuse les rebelles d'avoir remplacé le chef coutumier reconnu par la loi, M. Makombe, "dans le groupement de Buhumba, en chefferie de Bakumu", par "un évadé de la prison Munzenze de Goma". "Croyez-vous que des personnes qui placent à la tête d'un groupement un criminel condamné sont (...) sérieuses?", demande M. Kambale.

Sous le couvert de l'anonymat, un proche du chef déchu nuance ces allégations. "Makombe, pour de raisons de sécurité, n'a pas préféré rester dans la zone sous contrôle rebelle. Il y a des assoiffés du pouvoir qui sont à notre recherche", explique-t-il, mettant nommément en cause le M23. "Ces chefs coutumiers font leur travail et nous faisons le nôtre", rétorque le chef politique du M23, Jean-Marie Runiga. "On ne peut pas laisser une population sans être dirigée. Dire que le M23 bouge le pouvoir coutumier, c'est de l'intoxication (...) Ce sont des choses que nous ne ferons jamais", dit-il.

Les rebelles avaient déjà nommé Benjamin Bonimpa administrateur du Rutshuru après leur capture de Rutshuru et Kiwandja le 25 juillet. Mais l'administrateur légal, Justin Mukanya, gère pour sa part la partie "libre" du Rutshuru, frontalière du territoire de Lubero.

Des taxes sur les marchandises et les transports ulcèrent aussi les commerçants. Si des pourparlers de sortie de crise se sont ouverts début décembre à Kampala et les combats ont cessé, le M23 continue à percevoir des impôts. Plus encore, les rebelles utilisent les formulaires de la Direction générale des impôts (DGI) auxquels ils ont ajouté leur sigle M23, selon un entrepreneur local.

Certes "sur le plan sécuritaire, le M23 s'efforce (d'améliorer la situation) mais ce que nous détestons, c'est le paiement d'une taxe de dédouanement de nos marchandises. Comment voulez-vous dédouaner nos marchandises qui viennent de Goma, qui est en RDC? C'est une blague", regrette Janvier, un commerçant. "Nous payons 40% de nos recettes au M23 chaque jour (...). Le véhicule paie pour le péage cinq dollars et, pour le libre passage, il paie cinq dollars à la police de la brigade routière du M23", tempête un responsable de l'Association des chauffeurs du Congo. "Il ne manque pas d'autres tracasseries, dit-il. Au total, le chauffeur paye quinze dollars pour les bus. Pour les camions, c'est grave: il faut 320 dollars pour chacun, dont vingt de péage et 300 pour la taxe sur la marchandise". "Ces taxes ne nous favorisent pas. Les transporteurs ougandais qui venaient acheter notre soja ne viennent plus et un sac de soja revient maintenant à 18 dollars. Qu'allons-nous gagner en tant qu'agriculteurs?", s'inquiète le responsable d'un marché de vivres du Rutshuru.

Le chef du M23 n'est pas d'accord: "Nous percevons des taxes et impôts ordinaires, c'est comme à l'époque du gouvernement, déclaré M. Runiga. Les mêmes taxes et impôts sont toujours perçus par nous pour trois raisons: la sécurité, le fonctionnement de l'administration et la réparation de la route".

### **(RDC\_3) Radio Okapi – 22/1**

Les groupes armés Maï-Maï Yakutumba et le Parti d'action et de la reconstruction du Congo-Force armée Alléluia (PARC-FAAL), qui se sont rendu aux Forces armées de la RDC (FARDC), ont commencé, samedi 19 janvier dernier, à sensibiliser d'autres groupes Maï-Maï opérant au Sud-Kivu pour les convaincre d'intégrer l'armée congolaise.

Selon le porte-parole du groupe Maï-Maï Yakutumba, Pacifique Mutiki, le gouvernement provincial a mis à la disposition des responsables politiques du mouvement PARC-FAAL, « des moyens nécessaires afin de sensibiliser les éléments Maï-Maï qui se trouvent encore dans la brousse ». « Nous avons commencé par la sensibilisation et après nous allons orienter [ceux qui vont accepter de se rendre] dans les centres de regroupement. On nous a accordé trois semaines [pour mener cette mission] », a-t-il affirmé.

Pacifique Mutiki a expliqué que les moyens accordés par le gouvernement provincial permettront d'assurer les déplacements d'anciens miliciens chargés de réaliser cette sensibilisation. Il s'est dit optimiste quant à l'aboutissement de l'opération.

Des milliers d'autres combattants de groupes armés qui ont choisi, depuis le mois dernier, d'intégrer l'armée congolaise se disent « abandonnés » depuis leur arrivée dans les camps de regroupement à Uvira et Fizi. Selon le député provincial Jean-Marie Ngoma, en vacances parlementaires dans ces deux territoires, qui donne cette information, ces anciens miliciens disent manquer de nourriture et de logement. La même source a aussi déploré « le mauvais climat » qui règne entre le groupe des ex-combattants Maï-Maï et les militaires congolais. « Le lundi dans la matinée, les FARDC et les Maï-Maï qui sont à Makobola ont failli se battre. Les anciens miliciens ont dénoncé le traitement partial dont ils sont victimes, affirmant manquer à manger. Alors ça provoque des frustrations », a confié le député Jean-Marie Ngoma.

Par ailleurs, il a fait remarquer que cette situation pousse les anciens miliciens à rançonner la population au niveau de la barrière de Makobola. « Ils sont affamés, ils n'ont pas de nourriture, comment vont-ils vivre ? », s'est-il interrogé.

De leur côté, les responsables de la 10ème région militaire ont assuré, sans plus de détails, que des moyens logistiques sont arrivés à Bukavu et seront bientôt mis à la disposition de différents centres de regroupement de miliciens d'Uvira et de Fizi.

#### **(RDC\_4) Radio Okapi – 22/1**

Les élèves et les enseignants désertent les écoles du secteur de Mpati dans la province du Nord-Kivu, craignant le recrutement forcé effectué par les groupes armés actifs dans la région. Depuis le début du mois de janvier, le groupe armé dénommé M26 a lancé une campagne de recrutement des jeunes dans la région. Deux autres groupes armés, les FDLR et une faction du groupe Maï-Maï Pareco, qui opèrent également dans ce secteur sont également accusés de recrutement forcé.

Les enseignants et les élèves craignent d'être surpris par des miliciens sur le chemin de l'école ou même à l'intérieur des salles de classe. « Nous craignons d'être recrutés par le M26 et même les FDLR », confie un élève qui ne va plus à l'école depuis l'annonce par les groupes armés de ce recrutement.

Les responsables du M26 affirment vouloir recruter des personnes dont l'âge varie entre dix-sept et cinquante ans. « Le M26 va bientôt venir nous prendre pour vous intégrer dans notre mouvement. Nous sommes obligés de prendre la fuite », affirme, de son côté, un enseignant.

Les responsables locaux qui craignent que ces écoles ferment leurs portes avant la fin de l'année scolaire en juillet prochain, en appellent à l'intervention du gouvernement provincial.

Des sources locales indiquent cependant qu'un peloton de militaire congolais est basé à une vingtaine de kilomètres de Mpati.

Le M26 est un mouvement créé le 26 octobre 2012 (d'où leur nom : M26) composée d'anciens combattants du groupe Nyatura. Ces combattants avaient refusé l'intégration au

sein des Forces armées de la RDC (FARDC). Le mouvement occupe une grande partie du groupement de Basali dans le territoire de Masisi. Son quartier est établi à Mwesso.

### **(RDC\_5) Radio Okapi – 23/1**

Dans une lettre ouverte adressée mardi 22 janvier à la présidente de la commission de l'Union africaine, la Sud-Africaine Nkosazama Dlamini-Zuma, l'ONG internationale Human rights watch (HRW) estime qu'une action concertée à l'échelle régionale et internationale est nécessaire « pour mettre fin au cycle des violences dans l'Est de la RDC ». Plusieurs groupes armés sont actifs dans cette partie du territoire congolais. Parmi eux, la rébellion du M23, constituée des mutins de l'armée congolaise, qui occupe plusieurs localités du Nord-Kivu. « Nous demandons à l'UA de prioriser la protection des civils dans les régions concernées dans l'Est de la RDC et de mettre en œuvre le déploiement d'une force d'intervention [force internationale neutre] », a déclaré Carina Tertsakian, responsable de HRW pour la région des Grands lacs.

L'ONG plaide également pour « l'arrestation des dirigeants du M23, des rebelles rwandais des FDLR et des combattants des autres groupes armés visés par un mandat d'arrêt national ou international ». « L'exemple le plus notoire est celui de Bosco Ntaganda, mais aussi de certains dirigeants du M23 et des FDLR qui devraient être arrêtés rapidement. Ce serait une mesure importante pour mettre fin à l'impunité dans cette région », a indiqué Carina Tertsakian.

*Lire aussi l'analyse de Jason Stearns sur la dynamique qui sous-tend l'action d'une milice hutu au Nord Kivu, le PARECO :*

<http://riftvalley.net/resources/file/RVI%20Usalama%20Project%20Report%203%20-%20PARECO.pdf>

### **(RDC\_6) Radio Okapi – 23/1**

Trois civils et un combattant Maï-Maï ont trouvé la mort après les combats qui ont opposé, mardi 22 janvier à l'aube, le groupe de combattants Maï-Maï Shetani et ceux du Mouvement populaire d'autodéfense (MPA), une nouvelle milice constituée essentiellement des jeunes hutus, à Kisharo, à plus de 90 Km au Nord-est de Goma, en territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). Malgré le calme précaire revenu en fin de matinée, la société civile locale craint la résurgence d'un conflit interethnique dans ce secteur.

Des témoins rapportent que les combattants du MPA ont attaqué les positions des Maï-Maï Shetani à Kisharo, chef-lieu du groupement Binza, autour de 5h30 le matin. Après près de trois heures de violents affrontements, ces assaillants se sont repliés vers Kasave, à 12 km au sud-est de Kisharo toujours contrôlée par des Maï-Maï Shetani.

Des sources administratives et hospitalières à Nyamilima affirment que deux combattants Maï-Maï Shetani ont aussi été blessés.

Les habitants se sont terrés chez eux pendant ces affrontements, selon certains acteurs de la société civile locale, qui, à la suite de ces affrontements, disent craindre la résurgence d'un conflit interethnique entre les Hutus et les Nande, tribu à laquelle appartient le chef des Maï-Maï Shetani.

**(RDC\_6\_1) Radio Okapi – 25/1**

La société civile du Nord-Kivu a accusé, jeudi 24 janvier, les rebelles ougandais des ADF-Nalu d'avoir exécuté treize otages enlevés au début du mois de janvier dans la localité de Tenambo, à environ 27 km de Beni (Nord-Kivu). Des sources sur place indiquent que les treize personnes habitaient la cité d'Oïcha à 3 Km de Tenambo.

Les mêmes sources affirment que parmi les otages se trouvaient trois filles âgées respectivement de huit, dix et quinze ans.

Selon les parents des victimes, ces dernières ont été kidnappées l'une après l'autre lorsqu'elles se rendaient dans au champ.

Mardi 22 janvier dernier, les mêmes rebelles ougandais ont kidnappé huit autres civils (quatre et quatre femmes) dans la cité d'Oïcha. Les otages auraient été tabassés, ligotés et poignardés avant d'être emmenées dans la brousse, rapportent des sources de la société civile.

Le porte-parole de la société civile du Nord-Kivu, Omar Kavota, invite le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, en séjour à Beni, à tout mettre en œuvre pour mettre fin à ces kidnappings. Il accuse également les rebelles ougandais de créer l'insécurité dans les groupements de Batangi-Mbau, Banande et Kaïnamba dont la plupart des habitants ont trouvé refuge dans d'autres localités.

Des sources de la société civile de Beni ont recensé quarante-huit personnes enlevées en 2012 par ces rebelles ougandais. Plusieurs notabilités de la région demandent l'évaluation des opérations Rwenzori menées depuis trois ans par l'armée pour combattre les forces négatives actives dans cette zone.

**(RDC\_6\_2) Radio Okapi – 25/1**

La localité de Nyondo dans la province du Nord-Kivu est de nouveau sous le contrôle des militaires congolais depuis ce vendredi 25 janvier dans la matinée après des combats contre des Maï-Maï des Forces acquises au changement (Fac). Les affrontements ont duré trois jours. Ces informations ont été livrées à la presse par Colonel Mugabo, commandant du cinquième secteur des Forces armées de la RDC (FARDC) basées à Lubero. L'officier congolais a affirmé que les militaires ont réussi à détruire « une base importante de ces miliciens ».

Huit Maï-Maï auraient été tués pendant ces affrontements, un militaire blessé. De son côté, la société civile du Nord-Kivu déplore le déplacement des populations civiles vers les localités de Milinga et Kauli.

Ce groupe Maï-Maï a occupé la localité de Nyondo pendant près d'un mois. Ces miliciens qui s'étaient coalisés avec des détenus évadés de la prison de Kakwangura de Butembo avaient installé une base dans la localité de Nyondo.

Les sources militaires affirment que les Maï-Maï se sont repliés à Kyavirimu dans le parc National de Virunga.

Les FARDC avaient attaqué la milice le mercredi 22 janvier. Après « un repli stratégique » effectué le jeudi dans la soirée à cause de la résistance des miliciens, raconte une source

proche de l'armée, les militaires ont repris leur offensive le vendredi dans la matinée et délogé le groupe Mai-Mai.

## - Province Orientale

### (RDC\_7) Radio Okapi – 19/1

Des hommes armés ont tué un homme et enlevé six personnes après avoir tendu une embuscade au poste d'Etat de Digba, en territoire d'Ango, à plus de 600 Km au nord de Kisangani, en Province Orientale. Le commandant de la 9ème région militaire promet de réunir son état-major pour réagir contre les attaques armées qui se commettent dans ce territoire.

Selon une religieuse catholique de Kisangani, parent de la personne tuée, la victime est tombée vers 11 heures dans l'embuscade tendue par ces bandits sur la route Digba-Ango centre. Elle faisait partie d'une équipe de l'aire de santé de la localité de Sukadi qui se rendait à Ango centre sur une moto. Elle a été abattue au volant de la moto. Son aide a pris la fuite et l'infirmière titulaire de Sukadi a été enlevée.

Quelques minutes après un convoi de cinq cyclistes qui transportaient des marchandises est aussi tombé dans la même embuscade. Les assaillants ont emporté dans la forêt les cinq cyclistes, l'infirmière titulaire ainsi que la marchandise volée.

Selon le commandant de la 9ème région militaire, il n'y a plus de militaires FARDC à Ango depuis la suspension en octobre dernier de l'opération militaire contre les groupes armés dans ce territoire par le ministère congolais de l'Intérieur. Le général Jean Claude Kifwa promet néanmoins de contacter sa hiérarchie pour une éventuelle sécurisation de ce territoire.

### (RDC\_7\_1) Radio Okapi – 24/1

Les notables de la communauté Ngity ont condamné, mercredi 23 janvier à Bunia, les vols des bétails dans le territoire d'Irumu (Province Orientale) par les miliciens du Front de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) de Cobra Matata. Ils se sont exprimés ainsi à l'issue d'une rencontre des notables de la chefferie de Walendu Bindi, dont est issu ce chef milicien. Dans cette chefferie, les miliciens auraient emporté environ deux cents vaches depuis le mois de décembre. Dans la chefferie voisine de Bahema sud, quatre cents bêtes auraient été volées par le même groupe. Cobra Matata a nié ces faits, les attribuant à un autre groupe armé local.

Les notables de Ngity ont demandé aux éléments de la FRPI de mettre fin à ces vols qui risquent de compromettre les relations entre les ethnies dans la région. « Nous sommes en train de condamner ces actes que la FRPI est en train de perpétrer sur les bétails des communautés voisines », a déclaré le président de la communauté Ngity, Didi Angaika, dénonçant également des cas de pillage et de tracasseries dans la chefferie de Walendu Bindi.

Ces actes ont démoralisé la population locale, selon la même source, qui se refuse de continuer à pratiquer l'élevage. Didi Angaika a, par conséquent, interpellé le leader de cette milice : « Nous demandons au responsable de la FRPI, qui est le colonel Cobra Matata, de prendre ses responsabilités en pour remettre ses hommes à l'ordre. Il faudrait que Cobra comprenne que tout ce que ses hommes font va retomber sur sa tête demain ».

Pour sa part, Matata Banaloki alias Cobra a rejeté en bloc les accusations des notables de la communauté Ngity. Pour lui, ces actes ont été perpétrés par des éléments non identifiés, membres d'un autre groupe armé, sans le nommer. Ce chef milicien s'était dit disposé à réintégrer sans condition les rangs des FARDC avec ses hommes lors d'un entretien avec la presse, jeudi 17 janvier à Bavi, village que sa milice occupe. Il avait affirmé avoir ainsi répondu favorablement à l'appel que lui avait lancé le chef d'état-major des forces terrestres des FARDC, lieutenant-général François Olenga, lors de son passage en Ituri, une semaine plus tôt.

## - Katanga

### **(RDC\_8) Radio Okapi – 23/1**

Déclenchée depuis deux semaines, l'offensive des Forces armées de la RDC (FARDC) contre les positions des Maï-Maï du groupe Kata Katanga dans le territoire de Kasenga (Katanga) ont fait treize morts dont un militaire congolais. Des sources militaires de la région renseignent que ces combats auraient également fait des blessés dans le rang de l'armée congolaise.

Sur un autre front entre Kasomeno et Kilwa, les miliciens Maï-Maï auraient pillé un camion abandonné par les militaires. Pour l'instant, il est difficile de savoir si les assaillants ont également emporté les munitions laissées dans le camion. Dans la même région, d'autres sources indiquent que les miliciens ont kidnappé un militaire. Mais ces informations ne sont pas encore confirmées par des sources officielles de la 6ème région militaire.

Les responsables de la 6ème région militaire affirment au moins avoir lancé l'offensive pour combattre les groupes Maï-Maï actifs dans plusieurs localités du Nord-Katanga.

Suite à cette insécurité, les habitants de cette partie de la province se sont réfugiés dans des localités lointaines.

Interrogé par Radio Okapi sur cette situation, le ministre congolais de l'Intérieur, Richard Muyej Mangez, a pointé du doigt le groupe Maï-Maï de Gédéon ainsi que d'autres milices « qui se livrent à des actes de terrorisme, des tueries, des vols et des destructions méchantes ». Il a indiqué que le gouvernement travaillait avec les autorités provinciales pour « éradiquer » ces groupes armés. « A Kinshasa, nous allons prendre des dispositions pour renforcer des dispositifs déjà plantés par le gouvernement provincial », a-t-il assuré sans préciser la nature de ces dispositions. Richard Muyej a cependant dit que le gouvernement était prêt à dialoguer avec les groupes armés qui acceptent de déposer les armes. « Mais pour ceux qui résistent, nous les traquerons », avait-il menacé.

### **(RDC\_8\_1) Radio Okapi – 25/1**

Le calme est revenu, jeudi 24 janvier dans la mi-journée, au centre de transit de Kamina (Katanga) après trois jours de vive tension. Cent douze enfants sortis des groupes armés et encadrés par l'association des personnes en détresse (APD) se sont soulevés, depuis mardi, à la suite du décès d'un des leurs. Ils réclamaient leur réunification familiale « sans délai ». L'administrateur du territoire de Kamina a affirmé avoir maîtrisé la situation, indiquant que ce soulèvement avait occasionné des dégâts matériels importants.

Jeudi matin, cent douze enfants sortis des groupes armés sont descendus dans les rues de Kamina. Ustensiles de cuisine à la main, ils réclamaient de retourner dans leurs familles. Certains de ces enfants sont venus du Nord-Kivu. Ils sont au Centre de transit et d'orientation (CTO) de Kamina depuis octobre 2012.

Selon la coordinatrice de l'APD, Jeannette Kabwika, les enfants se sont révoltés mardi à la suite du décès d'un des leurs, des suites du paludisme. Ce soulèvement s'est poursuivi mercredi et jeudi matin.

Jeannette Kabwika a affirmé ces enfants sortis des groupes armés se sont attaqués aux responsables du centre et détruit plusieurs équipements : « Ils ont pillé leurs dépôts de ration de deux semaines. Ils ont brûlé leurs matelas et draps. Ils ont pillé les ustensiles de cuisine. Le bilan est très grave parce que le CTO est vide au moment où je vous parle. Ils ont cassé les fenêtres et emporté les portes. »

De son côté, le chef du bureau de la représentation du Comité international de la Croix rouge à Lubumbashi a indiqué que le processus de recherche des familles d'accueil pour ces enfants était en cours.

### **Vie politique...**

#### **(RDC\_9) Radio Okapi – 19/1**

La société civile congolaise (Socico) condamne les agressions dont sont victimes les populations de l'Est de la RDC et désapprouve les négociations qui se tiennent à Kampala entre le gouvernement congolais et le M23 depuis le 9 décembre 2012. Au cours d'une assemblée générale organisée samedi 19 janvier à Kinshasa, son président intérimaire, Dr. Luboya, estime que Kinshasa ne devrait plus continuer à céder aux revendications des personnes ou mouvements qui recourent aux armes.

Pour lui, le pouvoir de Kinshasa « donne une prime à la guerre » en allant de négociation en négociations. « Quand les gens savent qu'ils ont besoin d'occuper des postes ministériels, de devenir des généraux, ils prennent des armes, tuent des gens et nous les reprenons pour gérer le pays. Nous n'accepterons pas qu'on mette en désordre les institutions qui sont déjà en place », a affirmé Dr. Luboya.

La même position de la Socico est approuvée par le Mouvement pour le renouveau (MR), un parti de l'opposition. Selon son président national, le député Clément Kanku, il est inconcevable de parler des problèmes qui minent la RDC sans les vrais acteurs politiques. « Nous estimons tout simplement que c'est de la distraction. Vouloir caricaturer la cartographie politique est assez dangereux pour ceux qui veulent le faire », a déclaré Clément Kanku samedi 19 janvier à l'occasion de la cérémonie d'échange de vœux qu'il a organisée au siège de son parti à Kinshasa. Il pense que l'importance est d'avoir une cohésion nationale, laquelle ne peut advenir que par la voie des pourparlers à l'interne. « Le Congo doit parler d'une même voix. Nous devons arriver à vaincre les démons pour l'intérêt du peuple congolais », a ajouté Clément Kanku.

*Lire aussi sous :*

<http://radiookapi.net/actualite/2013/01/21/pourparlers-de-kampala-long-pole-institute-soppose-au-partage-du-pouvoir/>



### **(RDC\_10) Radio Okapi – 20/1**

Le président de la nouvelle société civile, Jonas Tshombela s'est insurgé, samedi 19 janvier, contre « la politisation à outrance » de la nouvelle forme de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Selon lui, les parlementaires risquent de créer un climat de manque de confiance à cette institution d'appui à la démocratie si les membres de la société civile ne sont pas mieux représentés aux niveaux du bureau et de la plénière.

« Ce sont des réformes où la commission d'appui à la démocratie est devenue une commission d'appui aux politiques. Celle-ci risque de nous amener à un nouveau cycle des violences dont la population sera victime et non ceux qui l'ont organisé », a fustigé Jonas Tshombela.

Quelques jours après le vote de la loi, le président de la nouvelle société civile avait exigé que si la société civile devrait avoir la majorité de la représentation au sein des organes de la Ceni, il y ait 60% des membres du bureau issus de la société civile, et 60% au niveau de la plénière.

Pour lui, la société civile attend utiliser tous les canaux à leur possession pour avoir la vraie réforme attendue de la Ceni. « Nous ferons des lobbyings auprès du chef de l'Etat, nous allons lui écrire une lettre ouverte et lui adresser une demande d'audience. Nous irons aussi auprès des parlementaires pour étudier la possibilité d'obtenir 1/10 d'entre eux pour saisir la Cour suprême. Nous allons aussi mobiliser la population pour que la Ceni ne soit pas politisée ».

*Lire aussi sous :*

<http://radiookapi.net/actualite/2013/01/24/kinshasa-70-agents-revoques-de-la-ceni-manifestent-contre-le-recrutement-de-nouvelles-unites/>

### **(RDC\_11) Radio Okapi – 22/1**

L'examen du premier point, concernant l'évaluation de l'accord du 23 mars 2009, débuté depuis mercredi 16 janvier n'est pas encore épuisé. La partie gouvernementale et les rebelles expliquent que le blocage ne se situe pas à leur niveau. Une source du M23 qui s'est confiée mardi 22 janvier à Radio Okapi renseigne que ce point aurait pu être vidé « si le secrétariat de la facilitation n'avait pas falsifié les termes utilisés » après la plénière de jeudi dernier.

Les négociations entre le gouvernement ont débuté depuis dimanche 9 décembre 2012. Elles ont été suspendues le 21 de la même période pour raison des festivités de fin d'année avant de reprendre le 5 janvier 2013. L'adoption des points à l'ordre du jour a eu lieu mercredi 16 janvier.

Jusqu'à ce jour, les deux parties n'ont pas encore trouvé un terrain d'entente sur l'examen de l'accord du 23 mars qui comprend deux volets : l'évaluation de l'accord et le mécanisme pour sa mise en œuvre et les questions connexes.

La délégation du M23 qui exige toujours l'application de cet accord signé entre le gouvernement et le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) estime que Kinshasa n'a pas respecté ce texte et recommande sa mise en œuvre actualisée. Dans l'entendement des rebelles, cette actualisation passe notamment par la mise en place d'un Conseil national de transition. Ce que le gouvernement a qualifié de « vaste blague ».

Pour analyser cette question, le facilitateur avait institué une commission mixte chargée de converger les points de vue des uns et des autres. Mais après analyse, le M23 qui s'est confié à Radio Okapi renseigne que le premier point à l'ordre du jour pouvait être vidé n'eut été l'indélicatesse du secrétariat de la facilitation. D'après la même source, le secrétariat aurait produit un texte, falsifiant les termes utilisés. Le secrétariat du facilitateur est invité à reproduire un autre texte avec des termes fidèles, ajoute la même source.

*Pour le chronogramme des négociations, lire la suite de l'article sous :*

<http://radiookapi.net/actualite/2013/01/22/kampala-seul-point-debattu-en-45-jours/>

*Lire aussi sous :*

<http://radiookapi.net/actualite/2013/01/24/kampala-les-revendications-politiques-du-m23-bloqueraient-les-pourparlers-avec-le-gouvernement-congolais/>

### ***(RDC\_11\_1) Radio Okapi – 24/1***

'Association sans but lucratif (ASBL) dénommée «Tribune des femmes politiques de l'opposition (TFPO)» a présenté officiellement ses structures nationales et provinciales, mercredi 23 janvier, lors d'une cérémonie à Kinshasa. Cette association attend de mettre ensemble toutes les femmes de l'opposition politique congolaise pour répondre aux questions d'intérêt commun.

Les femmes politiques congolaises de l'opposition réunies au sein de la TFPO s'engagent à œuvrer pour l'alternance féminine au pouvoir en RDC, selon la secrétaire exécutive nationale de cette association, Fifi Osambia, cadre du Mouvement de libération du Congo (MLC), un parti de l'opposition.

Fifi Osambia a souligné qu'il est « plus que temps pour que la femme, surtout celle de l'opposition, apporte un leadership féminin capable de fournir des solutions aux problèmes qui rongent la RDC ». « Prenez l'exemple de tous les pays scandinaves ou bien les pays qui sont dirigés par une femme, vous remarquerez que le social de ces peuples est très élevé. Simplement parce que ces femmes-là mettent aussi à profit leur sensibilité de femme. Et pourquoi pas essayer cet exemple en RDC ? Nous savons que ce n'est pas facile, mais c'est une lutte », explique-t-elle.

Cette initiative a été saluée par les participants à cette cérémonie et par la ministre provinciale du Genre, Education et porte-parole du gouvernement provincial de Kinshasa, Thérèse Olenga. « La femme a un plus à apporter, dans le discours, dans l'agir, dans le faire... L'apport le plus important serait que la femme comprenne que nous travaillons pour le Congo », a-t-elle estimé, appelant les femmes se soutenir pour accéder à des postes de prise des décisions.

Cette association, qui regroupe les femmes issues de plus d'une dizaine de partis politiques de l'opposition, comprend jusque-là un secrétariat exécutif national composé de neuf membres et d'un secrétariat provincial situé à Kinshasa. Elle promet d'étendre ses activités prochainement dans toutes les provinces du pays.

Interrogée au sujet d'une autre association féminine, dénommée « Dynamique des femmes acquises au changement » (Dyfac), Fifi Osambia a indiqué qu'il n'y avait pas de rapport entre

les deux regroupements. Selon elle, la Dyfac « regroupe des femmes politiques de l'opposition ainsi que celles des ONG et associations, tandis que la TFPO regroupe uniquement des femmes membres de l'opposition ». La Dyfac avait notamment organisé un sit-in, lundi 19 décembre, devant l'ambassade des Etats-Unis à Kinshasa pour solliciter une médiation internationale dans la « crise postélectorale en RDC ».

### **(RDC\_11\_2) Radio Okapi – 24/1**

La Voix des sans voix (VSV) et l'Association africaine pour la défense des droits de l'homme (Asadho) réclament « l'arrêt immédiat » des négociations qui se tiennent à Kampala (Ouganda) entre le gouvernement congolais et les rebelles du M23. Dans une déclaration commune faite jeudi 24 janvier à Kinshasa, ces deux ONG de défense des droits de l'homme estiment que seul un dialogue national peut mettre fin à la crise sécuritaire dans l'Est de la RDC.

« La VSV et l'Asadho sont convaincues que seul le dialogue réunissant toutes les Congolaises et les Congolais est à même de mettre fin à ce qui se passe dans le pays », a déclaré le directeur exécutif adjoint de la VSV, Rostin Manketa.

Ces deux associations appellent les Congolais à se mobiliser contre toute tentative de partage du pouvoir par la violence et les armes et recommandent « l'ouverture rapide » des négociations inter congolaises. « Nous en appelons au président de la RDC de formaliser cela à travers un acte juridique qui puisse réellement consacrer le cadre de ce dialogue auquel toutes les forces vives, sociale et politiques, devront impérativement prendre part », a ajouté Rostin Manketa.

### **Justice, Droits de l'homme...**

### **(RDC\_12) Radio Okapi – 23/1**

La présidente de l'Association pour la défense des droits des femmes et des enfants opprimés (Addef), Philomène Muamba, s'est dite contrainte de fuir la ville de Tshikapa (Kasaï-Oriental) après des menaces de mort dont elle a fait l'objet par téléphone et une visite de son domicile par des hommes armés. Elle affirme que sa vie est en danger depuis que plusieurs prisonniers, dont elle avait participé à la condamnation, se sont évadés de la prison centrale de cette ville.

L'activiste des droits des femmes et des enfants rapporte qu'au lendemain de cette évasion, deux militaires et trois policiers armés sont venus à son domicile et ont menacé sa jeune sœur trouvée sur place. Près d'une semaine après, Philomène Mwamba affirme avoir ensuite reçu des menaces de mort par téléphone.

Selon elle, son engagement dans la lutte contre les violences sexuelles gêne « les traditionnels arrangements à l'amiable souvent conclus entre les familles des violeurs et de leurs victimes ». L'activiste des droits de l'homme soutient également que, suite à son action, plusieurs cas de viols des mineures et des femmes, portés devant le parquet secondaire, ont abouti à la condamnation de leurs auteurs.

L'ONG la Voix des Sans voix s'est aussi dit inquiète de cette situation. Dans un communiqué rendu public lundi 21 janvier à Kinshasa, cette organisation de défense des droits de l'Homme

demande au gouvernement de faire cesser les menaces de mort contre Philomène Muamba. La VSV demande aussi l'ouverture d'une enquête pour trouver les responsables de ces menaces de mort.

### **(RDC\_13) AFP – 24/1**

Un ex-député d'opposition congolais, né de parents européens, a été condamné par la Cour suprême de Justice (CSJ) de Kinshasa à trois ans de prison pour faux et usage de faux documents lui attribuant la nationalité congolaise, a-t-on appris jeudi auprès d'un de ses avocats.

Pierre-Jacques Chalupa, 64 ans, naturalisé congolais en 1999 et seul député blanc élu en 2006, est emprisonné depuis près d'un an. Son procès s'est terminé début août dernier et, en octobre, il a été condamné en appel à quatre ans de prison ferme.

"La Cour suprême de justice, qui siégeait en appel, l'a condamné mercredi à 36 mois de prison ferme, ce qui représente une réduction de douze mois par rapport à la précédente condamnation", a annoncé un co-défenseur de M. Chalupa, Me Hubert Efole, à l'AFP. "Nous n'avons pas encore vu les motivations de la Cour mais le dossier est vide, a-t-il ajouté. Je vais voir si mon client envisage une procédure en cassation. Ici, c'est la dernière procédure mais après (...) nous pouvons aller plus loin et saisir notamment la cour de la SADC" (Communauté de Développement d'Afrique australe).

### **Économie, Finances...**

#### **(RDC\_14) Radio Okapi - 20/1**

Les transporteurs de l'axe Kinshasa-Matadi-Boma ont levé leur grève le samedi 19 janvier. Les camionneurs grévistes et leurs employeurs ont trouvé un compromis sur leur salaire et leur prime. Il devrait débiter des négociations sous les auspices du gouvernement congolais dès le début de la semaine prochaine. Le ministre de l'Emploi, du Travail et de la Prévoyance sociale, Bahati Lukuebo, a annoncé que le salaire minimum des transporteurs doit passer de 50 à 300 000 Francs congolais (soit d'environ 50 à 300 \$US) pour les camionneurs. Celui des convoyeurs doit passer de 22 500 à 150 000 FC (soit 25 à 166 \$ US).

La grève a paralysé le secteur de transports des poids lourds depuis près de deux semaines. Une commission de suivi veillera sur l'exécution des mesures prises. Elle encadrera aussi les négociations qui débutent entre les camionneurs et leurs employeurs le lundi 21 janvier.

Les transporteurs se disent satisfaits de ce début de solution. Le président du Syndicat de la Fédération des ouvriers du transport routier du Congo, (FORC), André Tshikuji a exprimé la satisfaction des transporteurs qui bénéficient pour la première fois d'un cadre de référence pour les salaires : « Pour une fois, nous avons un salaire minimum de référence pour la rémunération de nos membres. Quand les négociations auront lieu devant le ministre du travail nous allons améliorer cet aspect », ajoute-t-il.

Les transporteurs voulaient franchir cette première étape avant d'entamer des négociations avec le patronat. « Nous avons l'engagement des employeurs. Pour le reste, nous devons aller aux négociations. Nous avons levé la grève car on ne va pas négocier sous tension, en

imposant un blocus », explique le président du Syndicat de la Fédération des ouvriers du transport routier du Congo.

Les concertations entre les transporteurs et leurs employeurs débuteront lundi 21 janvier. Elles se dérouleront en présence d'une commission mixte. Le syndicat du Forc se dit satisfait de la mise en place de ce cadre de concertation avec les employeurs.

Le ministre Bahati Lukuebo a indiqué que la commission de suivi est composée des représentants des ministères concernés notamment celui de l'Emploi, des Transports, de l'Intérieur et celui des Finances ainsi que des représentants des syndicats et ceux des employeurs. « Cette commission sera chargée d'identifier ceux qui opèrent au-delà de la légalité de manière à ce que nous ayons un contrôle sur ce secteur vital. Tout est fait pour que la grève cesse et que le trafic reprenne normalement et que tous les patrons versent ce qu'ils doivent aux travailleurs. Au cas contraire, nous demanderons au ministère des Transports de leur retirer leurs permis de transport », a souligné Bahati Lukuebo.

*Lire aussi sous :*

<http://radiookapi.net/actualite/2013/01/21/fin-de-la-greve-des-transporteurs-les-prix-commencent-baisser-sur-les-marches-de-kinshasa/>

<http://radiookapi.net/actualite/2013/01/21/kinshasa-matadi-le-traffic-repris-apres-la-levee-de-la-greve-des-camionneurs/>

***(RDC\_15) Radio Okapi – 21/1***

La Direction générale de migration (DGM) et l'Agence nationale de renseignements (ANR) ont saisi cinq tonnes de cassitérite en territoire de Lubutu, à plus de 300 km de Kindu au Maniema. Ces minerais produits sur place sortaient frauduleusement du Maniema vers Butembo au Nord-Kivu alors que le gouvernement provincial déjà a interdit le transport des minerais vers cette province.

Certaines sources de la société civile de la place doutent que les cassitérites saisies soient encore stockées dans un dépôt. Selon elles, ces minerais seraient livrés au propriétaire moyennant une caution. Mais pour les services des mines, ces minerais sont bel bien consignés dans un dépôt.

En attendant de diligenter une enquête, l'administrateur de Punia a été suspendu pour avoir autorisé le transport des minerais à bord d'un aéronef alors qu'ils ne doivent être transportés que par train ou par bateau après l'étiquetage.

La semaine dernière, les agents des services des mines, de la police des mines, de la DGM et de la justice ont encore saisi la semaine dernière cinq tonnes des minerais appartenant à un opérateur économique de la province. Quelques mois plus tôt, vingt autres kilos des minerais ont été saisis par ces services en provenance de Tounfya toujours dans le nord de la province. Plusieurs sources affirment que tous ces produits devraient échapper au contrôle de l'Etat et être évacués frauduleusement au Nord-Kivu en passant par Walikale vers Butembo.

***(RDC\_16) Belga – 23/1***

Le gouvernement congolais a décidé de créer une nouvelle banque de crédit agricole pour financer l'agriculture dans un pays où elle pourrait nourrir des centaines de millions de personnes si les conditions étaient remplies, a rapporté lundi la presse kinoise.

"Le grand défi, comme nous l'avons dit au début de cette année, 2013, c'est la production agricole. Il est donc évident qu'on ne peut pas avoir un secteur agricole florissant sans une structure de crédit agricole. Raison pour laquelle il a été décidé aujourd'hui que la Banque centrale du Congo (BCC) et le ministère des Finances puissent procéder, le plus rapidement possible, au recrutement d'une institution qui aura pour mission, de faire naître, une banque de crédit agricole", a affirmé le vice-Premier ministre et ministre du Budget, Daniel Mukoko Samba, à l'issue d'une réunion lundi du gouvernement congolais présidée par le Premier ministre Augustin Matata Ponyo Mapon. Cette institution sera différente de la Banque de crédit agricole (BCA), "morte", a souligné M. Mukoko.

L'agriculture reste le principal secteur de l'économie congolaise, représentant 57,9% du Produit intérieur brut (PIB). Selon des experts, la RDC pourrait nourrir deux milliards de personnes si l'agriculture était un tant soit peu mécanisée et si l'état des routes permettait d'acheminer la production vers les consommateurs dans les grandes villes.

### ***(RDC\_17) Radio Okapi – 23/1***

Les journées minières de la RDC seront organisées à la fin du mois de janvier à Lubumbashi. Les participants vont faire l'état des lieux du secteur minier industriel. Mais au Katanga, ce sont les creuseurs artisanaux qui se plaignent le plus de leur secteur. Cette province compte une cinquantaine de coopératives minières, chacune basée dans une zone artisanale créée par le ministère des Mines.

Plus de cinq ans après la création de ces zones minières, les conditions de vie des creuseurs artisanaux ne se sont pas améliorées, observe Gerard, un creuseur de la carrière de Mbola. « Moi qui vous parle, j'avais vendu ma maison dans l'espoir que j'irai travailler à la mine et j'aurai beaucoup d'argent. J'en suis sorti bredouille », regrette-t-il, indiquant que la carrière où il travaillait « a été arrachée aux exploitants artisanaux ».

Pour Ngoy Mujinga, président de la Coopérative minière Madini Kwa Kilimo, si l'exploitation artisanale ne permet pas aux creuseurs de vivre décemment, la responsabilité incombe à l'Etat. À son avis, le gouvernement devrait accorder aux coopératives des titres miniers. « Aujourd'hui, il n'y a aucune coopérative au Katanga qui dispose d'un titre minier. Le titre vous donne tous les atouts pour négocier avec les investisseurs à force égale », plaide-t-il.

Le président de la société civile du Katanga, Jean-Pierre Muteba, regrette que les coopératives minières n'aient pas réussi à faire émerger une classe moyenne au Katanga. Il propose l'organisation des journées minières pour le secteur artisanal. « Aujourd'hui, nous avons deux millions de jeunes dans le pays qui sont dans l'artisanat mais qui ne gagnent pas grand-chose. Ce sont les intermédiaires et les entreprises qui gagnent toujours. Il faut qu'on s'organise », déclare-t-il.

### **Relations extérieures**

### ***(RDC\_18) Radio Okapi – 18/1***

L'utilisation de drones pour surveiller la frontière entre la RDC et le Rwanda viendra en renfort aux capacités des casques bleus de la mission des Nations unies en RDC (Monusco) et des Forces armées de la RDC (FARDC) face aux défis sécuritaires dans l'Est du pays. C'est ce qu'a déclaré le chef de la Monusco, Roger Meece, en séjour au Nord-Kivu depuis le mercredi 16 janvier. Le diplomate onusien s'est réjoui que la majorité des membres du Conseil de sécurité de l'Onu aient bien accueilli cette proposition du chef des opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous.

Pour Roger Meece, il s'agit « d'un pas de plus dans le processus de stabilisation de la partie est de la RDC, en proie à une guerre civile sanglante depuis plusieurs mois ». « C'est une capacité qui nous manque actuellement, et qui pourrait aider la Monusco, en collaboration avec les FARDC, à relever les défis de sécurité », a-t-il expliqué, ajoutant : « Je me trouve au Congo et pas à New-York, mais j'ai l'impression que la proposition a été bien reçue par plusieurs membres du conseil de sécurité. Donc, encore là, j'espère bien que les choses vont avancer rapidement ».

### **(RDC\_19) Radio Okapi – 19/1**

Le président de la RDC, Joseph Kabila, est arrivé à Brazzaville ce samedi 19 janvier. Les raisons officielles de sa visite n'ont pas été révélées, mais certaines sources indiquent que sa visite sera centrée sur la situation sécuritaire qui prévaut dans l'Est de la RDC.

Joseph Kabila devra passer la nuit à Brazzaville. Un tête-à-tête avec son homologue Denis Sassou Nguesso est prévu le dimanche 20 janvier. En attendant de connaître l'issue de leur entretien, certains observateurs estiment que le président Sassou Nguesso qui doit assurer cette année la présidence de la Conférence internationale des Grands lacs (CIRGL) serait le prochain médiateur dans la crise sécuritaire dans l'est de la RDC.

De nombreux hommes politiques congolais souhaitent que le président du Congo-Brazzaville soit le médiateur dans cette crise notamment lors des discussions entre le gouvernement de la RDC et la rébellion du M23 qui sévit dans la province du Nord-Kivu depuis le mois de mai 2012.

Joseph Kabila a été accueilli, dès son arrivée au port fluvial de Brazzaville dans la matinée, par son homologue Sassou Nguesso qui lui a fait visiter la cité de Mpila, meurtrie par des explosions le 4 mars 2012, faisant deux cent quatre vingt-quatre morts et plusieurs blessés. Après ce drame, Kinshasa avait envoyé une équipe de médecins avec des ambulances médicalisées. Joseph Kabila a ensuite visité le site de Kindele où seront relogées toutes les familles qui ont perdu leurs habitations à la suite de ces explosions.

### **(RDC\_20) Radio Okapi – 23/1**

La troisième session ordinaire de l'assemblée plénière du Forum des Parlements de la Conférence internationale de la région des Grands lacs (CIRGL) a débuté le mercredi 23 janvier à Kinshasa. Les parlementaires de la sous-région discutent notamment des questions relatives à la paix et la sécurité dans l'Est de la RDC, en RCA et au Sud-Soudan. Le bureau du comité exécutif et le secrétariat général de ce forum se sont réunis, mardi 22 janvier, au Palais du peuple pour préparer l'ordre du jour de ces assises.

Le président du comité exécutif, le député ougandais Onyango Kakoba, a indiqué que son organisation se propose d'encourager les négociations entre le gouvernement de la RDC et la rébellion du M23 qui se tiennent à Kampala depuis le 9 décembre 2012. « Nous voulons permettre à ceux qui négocient d'arriver à un compromis qui va promouvoir la paix en RDC. Nous travaillons également pour que l'Union africaine puisse mettre en place une force neutre pour retour de la paix en RDC », a déclaré Onyango Kakoba.

Le Forum des Parlements des pays membres de la CIRGL a été institué à Kigali en décembre 2007. Son secrétaire général, Higiros Prosper, avait estimé, au mois d'octobre 2012, que la solution à la crise en RDC passe uniquement par la voie diplomatique et politique. « Le rôle du forum des Parlements, c'est d'encourager la diplomatie ou la politique internationale à travers des actions diplomatiques et des visites sur le terrain, ça peut justement apporter une solution, même plus durable. Et le forum des parlements s'insère dans ce cadre là », avait-il affirmé.

*Lire aussi sous :*

<http://radiookapi.net/actualite/2013/01/23/cirgl-les-forces-negatives-doivent-etre-eradiquees-de-la-region-dici-2014-affirme-ntumba-luaba/>

<http://radiookapi.net/actualite/2013/01/25/les-parlementaires-des-grands-lacs-condamnent-les-groupes-armes-actifs-dans-de-la-rdc/>

<http://blog.lesoir.be/colette-braeckman/2013/01/24/grands-lacs-la-diplomatie-parlementaire-tente-deviter-le-pire/>